

L'Observatoire du Crédit et de l'Endettement asbl engage un(e) juriste Contrat à durée indéterminée, temps plein

 **Lieu :** Marchienne-au-Pont (Charleroi), déplacements en Wallonie

 **Entrée en fonction :** dès que possible

 **Date de publication de l'offre :** 9 octobre 2026

Qui sommes-nous ?

[L'Observatoire du Crédit et de l'Endettement](#) est une association sans but lucratif, subventionnée par les pouvoirs publics. Notre équipe pluridisciplinaire de huit personnes réunit des compétences juridiques, économiques, sociologiques et pédagogiques (juristes, économiste, sociologue, chargés de prévention...).

Nos missions à l'Observatoire

- Former et accompagner les professionnels (médiateurs de dettes, travailleurs sociaux, juristes...) sur les aspects techniques et relationnels de la médiation de dettes.
- Analyser et étudier l'évolution du recouvrement, du crédit, de l'endettement et de la consommation des ménages en Belgique.
- Informer et conseiller via une veille juridique et des consultations pour particuliers et professionnels.
- Prévenir le surendettement grâce à des campagnes et des animations de sensibilisation et des outils pédagogiques adaptés.
- Contribuer aux politiques publiques et partager notre expertise auprès des acteurs institutionnels.
- Partager nos connaissances notamment via la revue trimestrielle [Les Echos du Crédit et de l'Endettement](#).

Vos missions

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, vous interviendrez dans les différentes activités de l'Observatoire. Vous mobiliserez vos compétences juridiques dans nos missions de formation, de recherche, de veille juridique et de conseil aux professionnels et aux particuliers :

- Rédiger des analyses juridiques, législatives et jurisprudentielles dans les domaines du crédit, de la consommation, du recouvrement, de l'endettement, de l'insolvabilité et de la médiation de dettes.
- Répondre aux questions juridiques des particuliers et des professionnels, notamment par téléphone et par courriel.
- Concevoir et dispenser des formations destinées à différents publics professionnels (médiation de dettes, insolvabilité, crédit, aide sociale...).
- Assurer une veille juridique et diffuser les informations pertinentes aux professionnels du secteur.

- Participer à la conception d'outils pédagogiques d'éducation financière, dispenser des animations de prévention du surendettement et contribuer au développement du Portail wallon sur le surendettement.
- Mettre votre expertise au service des pouvoirs publics, répondre aux sollicitations de la presse et contribuer à l'élaboration ou à l'évaluation de politiques publiques.
- Participer aux réunions internes, comités scientifiques, rencontres avec les partenaires et développer un travail de réseautage.

Vous serez amené(e) à intervenir sur plusieurs missions et projets en fonction des priorités de l'Observatoire.

Profil recherché

- Vous êtes titulaire d'un master en droit.
- Vous manifestez un intérêt marqué pour les matières traitées par l'Observatoire.
- Vous disposez d'excellentes capacités d'analyse, de recherche et de rédaction juridique.
- Vous êtes capable de rendre des matières juridiques complexes accessibles à différents publics.
- Vous êtes à l'aise dans la prise de parole en public et dans l'animation de formations.
- Vous faites preuve de rigueur, d'autonomie et d'un bon sens de l'organisation.
- Vous êtes capable de gérer plusieurs dossiers simultanément, d'établir des priorités et de respecter les échéances.
- Vous appréciez le travail en équipe et la collaboration avec des professionnels issus de disciplines différentes.
- Vous maîtrisez les outils bureautiques courants, notamment la suite Microsoft Office et Teams.

Atouts :

- Une expérience professionnelle ou des connaissances dans les domaines du crédit, de la consommation, du recouvrement, de l'insolvabilité ou de la médiation de dettes.
- Une bonne connaissance du néerlandais, à l'oral et à l'écrit.

Nous offrons

- Un CDI à **temps plein** (40h/semaine) avec un jour de récupération mensuelle.
- Un salaire barémisé : à partir de 3.808 € brut/mois (sans expérience valorisable).
- Des congés (sur base annuelle et sur base des justificatifs requis) : 20 jours légaux, 4 jours extra-légaux et 12 jours de repos compensatoires.
- Des chèques-repas (valeur faciale de 6,50 €).
- Le remboursement des frais de déplacement domicile-travail et frais de mission selon les tarifs légaux.
- Un GSM professionnel avec abonnement.
- La possibilité de télétravailler partiellement (présence régulière au bureau requise).
- Des possibilités de formation.
- Un environnement stimulant au sein d'une petite équipe pluridisciplinaire, conviviale et engagée.
- La satisfaction de contribuer à une mission sociétale porteuse de sens.
- Des bureaux accessibles en transports en commun (au pied d'une station de métro et à 7 minutes à pied d'une gare).

👉 Intéressé(e) ? Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à Caroline Jeanmart, directrice, à l'adresse direction@observatoire-credit.be

Une première sélection sera effectuée sur la base des candidatures reçues. Les personnes retenues seront invitées à passer une épreuve écrite, à l'issue de laquelle une sélection sera opérée pour les entretiens.